



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

« Du passé faisons table rase » - L'internationale

Le XXI^{ème} siècle ou la nouvelle jeunesse du socialisme et du communisme

Pour un courant démocratique et révolutionnaire

Brochure éditée par *Démocratie révolutionnaire*,
courant du Nouveau Parti Anticapitaliste



Présentation

Le texte, « *Le XXI^{ème} siècle ou la nouvelle jeunesse du socialisme et du communisme* » est l'aboutissement du travail que notre courant, *Démocratie révolutionnaire*, avait décidé d'entreprendre alors que la direction du NPA se dérobait à la nécessité de prendre en main la discussion et l'élaboration sur les enjeux stratégiques qu'impose la nouvelle phase du développement du capitalisme, le capitalisme financier mondialisé.

La situation à laquelle nous sommes confrontés exige de faire du neuf pour contribuer à la construction d'un parti des travailleurs. Cela implique de militer pour le rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires en offrant aux uns et aux autres un cadre politique, militant, ouvert et démocratique pour intervenir dans les luttes de classe, s'approprier les idées de l'émancipation, le socialisme et le communisme, participer à la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.

Pour le NPA, cela implique de sortir des ambiguïtés qui résultent de l'orientation dite des « partis larges » ou « stratégiquement non délimités » héritée de sa tendance la plus importante, celle de la majorité de la IV^{ème} Internationale.

Nous avons à élaborer ensemble une politique, une stratégie qui permettent de rassembler à partir de l'analyse du stade actuel de développement du capitalisme, de ses nouvelles contradictions nées de la mondialisation libérale et impérialiste, des enjeux inédits liés à la crise écologique et climatique. Nous avons besoin d'écrire l'actualité du programme révolutionnaire d'un point de vue internationaliste, de repenser comme une question actuelle la stratégie révolutionnaire tant du point de vue de la construction du parti que des chemins du pouvoir et des possibilités du socialisme.

Répondre à l'incontournable question, qu'est-ce qui fait que ce qui a échoué hier peut réussir demain ? Redonner au programme révolutionnaire son actualité, son attrait, son dynamisme afin d'offrir au monde du travail, à la jeunesse une perspective crédible et capable de susciter enthousiasme et dévouement.

Ce texte est une contribution à cette discussion qui n'est pas académique et dont l'ensemble des militants a besoin de s'emparer.

Elle ne connaît pas de frontières de parti, elle se mène au sein du NPA mais aussi avec nos camarades de Lutte Ouvrière, l'ensemble de l'extrême-gauche et avec celles et ceux qui, militants de l'ex-Front de gauche, du PC, militants syndicalistes, libertaires, jeunes, travailleurs..., cherchent des réponses aux questions que suscitent la régression engendrée par la politique des classes dominantes et de leur État, comme l'impuissance de la gauche ou des directions syndicales à la combattre. Elle est indispensable pour construire un cadre de convergence de toutes les actions et luttes.

Le mouvement révolutionnaire ne peut pas continuer de s'enfermer dans les erreurs qui l'ont empêché de jeter les bases d'un parti des travailleurs quand, au début de ce siècle, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire rassemblaient plus de 10 % de l'électorat lors de l'élection présidentielle de 2002. Incapables d'œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, elles n'ont pas voulu, su ou pu saisir l'occasion, laissant la place au final au Front de gauche, aux antilibéraux réformistes.

Nous militons pour qu'à travers les résistances, les mobilisations et les luttes, comme à travers la prochaine bataille politique des élections européennes, le mouvement révolution-

naire s'engage dans une dynamique visant à rassembler nos forces.

L'ampleur de l'offensive des classes capitalistes, les menaces qu'elle fait peser sur l'économie et la société, la montée des forces réactionnaires, de l'extrême droite, font de la construction d'un parti des travailleurs fondé sur une politique d'indépendance de classe, d'indépendance des institutions, de la gauche réformatrice ou des appareils syndicaux, défendant la perspective de la transformation révolutionnaire de la société, un besoin impérieux.

Nous avons bien conscience des limites de notre travail au regard de l'ampleur du sujet, comprendre la nouvelle époque dans sa complexité et ses contradictions du point de vue d'une stratégie révolutionnaire. Il nous semble cependant indispensable de définir ce qui devrait être le cadre général d'un travail collectif qui se libère du blocage du mouvement révolutionnaire devant la nécessité de tourner la page de l'époque du « stade de l'impérialisme » ouverte il y a plus d'un siècle pour penser une stratégie en fonction de l'époque du capitalisme financier mondialisé qui s'est ouverte au début de ce siècle.

Avancer concrètement, développer une politique visant à rassembler, passe inévitablement par une rupture avec une routine de pensée qui reste prisonnière du passé et de son complément, la difficulté des différents courants révolutionnaires à imaginer dépasser leur propre réalité afin de faire un pas, ensemble, vers la construction d'un parti des travailleurs. Réussir dépend de chacune et chacun.

Nous ne doutons pas que les jeunes générations prendront la tâche à bras le corps pour surmonter les faiblesses héritées du passé du mouvement révolutionnaire.

*Démocratie Révolutionnaire,
le 10 septembre 2018*

Le XXI^{ème} siècle ou la nouvelle jeunesse du socialisme et du communisme

Pour un courant démocratique et révolutionnaire

P. 4	Introduction
P. 5	Changer le monde, est-ce possible ? Ou la révolution en permanence...
P. 8	Derrière la litanie de la crise, la faillite de l'oligarchie financière et de l'économie de marché
P. 10	Suraccumulation de capital, la purge financière inévitable et nécessaire : le krach financier ou l'expropriation ?
P. 11	Derrière la financiarisation de l'économie, la révolution technologique prélude à une révolution sociale...
P. 14	Migrants, prolétaires de tous pays : solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme
P. 15	L'émancipation des femmes, un combat pour l'émancipation de tous les exploités
P. 16	Réchauffement climatique, crise écologique ou l'impérieuse nécessité d'une planification démocratique à l'échelle du monde
P. 18	La globalisation de la concurrence ou l'état de guerre permanent, la menace de la globalisation de la guerre
P. 20	Contre les idéologies réactionnaires des classes dominantes, les progrès des connaissances, des techniques et du matérialisme scientifique
P. 22	Un programme de lutte pour satisfaire les besoins du monde du travail, des femmes, des jeunes... vers la prise du pouvoir
P. 24	Pour le monde du travail, exercer ses droits, c'est s'organiser, postuler à diriger la société
P. 26	Les chemins de la transformation révolutionnaire de la société

Introduction

L'époque du capitalisme financier mondialisé est celle d'un monde en plein bouleversement, instable et chaotique. Insécurité sociale, ubérisation du travail, chômage et précarité, terrorisme et guerres dites contre le terrorisme, drames des migrants, effets alarmants du réchauffement climatique secrètent l'inquiétude et l'angoisse, la révolte et la colère. Les esprits sont dominés par la violence de la société. Chacun voit sa vie lui échapper, déboussolé, désorienté.

La mythologie du marché, de la concurrence, de la compétitivité, du risque, des spéculations financières et boursières nourrissent les élucubrations complotistes, les mystiques religieuses, nationalistes avec leurs corollaires, le racisme et la xénophobie.

Chacun voit bien que cela ne peut continuer ainsi mais sans imaginer comment inverser le cours des choses.

Pourtant les luttes et les révoltes secouent la société. Elles désignent sans ambiguïté les responsables de cette logique infernale, les classes capitalistes et les États qui les servent.

A travers le chaos du monde s'exprime une des contradictions fondamentales du capitalisme entre la mondialisation, la socialisation, l'internationalisation croissante de la production et des échanges et l'appropriation privée des richesses en un nombre de mains de plus en plus réduit.

Jamais la concentration des richesses et les inégalités n'ont été aussi grandes.

Cette situation intenable est d'autant plus choquante et révoltante que l'humanité a fait des progrès considérables dans le domaine des sciences, des connaissances et des techniques. Mais ces progrès sont soumis aux seuls

besoins du capital, les populations n'en bénéficient que marginalement alors qu'elles subissent de plein fouet l'offensive des classes capitalistes.

Cette dernière s'accompagne d'une offensive idéologique pour dominer les esprits, embrigader les travailleurs et les populations, à laquelle l'effondrement des vieux partis issus du mouvement ouvrier, leur discrédit, laisse le terrain libre. Cet effondrement ne signifie nullement la faillite des idées socialistes et communistes. Les échecs du passé ne sont nullement la conséquence de la faillite de la compréhension matérialiste de l'évolution, de l'histoire des sociétés humaines mais, de fait, de l'immaturité des conditions économiques, sociales et politiques nécessaires à la fin de la domination des vieilles classes dominantes parasitaires.

Nous sommes entrés dans une nouvelle époque

Les évolutions économiques, sociales, culturelles et scientifiques qui bouleversent la planète préparent les conditions de nouvelles révolutions. La mondialisation est irréversible et, à l'échelle internationale, est posée la question de l'avenir : régression sociale, politique, démocratique, guerres, crise écologique, la politique rétrograde des Trump, Poutine et autres Macron, ou un monde de solidarité, de coopération dirigée et organisée par la classe des producteurs pour le bien-être, la démocratie, la paix, le respect de la nature.

Il n'y a pas de troisième voie, de compromis possible.

Face à l'offensive des classes capitalistes l'heure est à l'unité, au regroupement des classes exploitées, de tout ce

qui vit encore du socialisme et du communisme autour d'une compréhension commune de la nouvelle époque dans laquelle est entrée l'humanité, des possibilités révolutionnaires dont elle est riche.

Nous ne pouvons limiter nos perspectives à un anticapitalisme dénonçant les excès des classes dominantes sans affirmer notre combat pour que le XXI^{ème} siècle soit le siècle de l'avènement du socialisme et du communisme.

« Le communisme, pour nous, n'est pas un état qu'il faut créer, ni un idéal vers lequel la réalité doit s'orienter. Nous nommons communisme le mouvement réel qui abolit l'ordre établi. [...] L'existence des masses ouvrières prolétariées suppose le marché mondial. Par conséquent, le prolétariat ne peut exister que sur le plan de l'histoire mondiale, tout comme le communisme, autrement dit l'action communiste ne peut exister qu'en tant que réalité historique planétaire » écrivait en 1846 Karl Marx dans *L'Idéologie allemande*. Cette réalité planétaire a conquis une dimension jamais égalée et donne aux propos de Marx leur portée universelle, penser le socialisme et le communisme, non comme une proclamation, une vision messianique, encore moins comme le masque d'une politique institutionnelle, mais comme une politique de classe s'inscrivant dans ce mouvement qui abolit l'ordre établi.

Ce mouvement, c'est d'abord celui des classes exploitées, du prolétariat pour conquérir ses droits, s'émanciper, un mouvement démocratique et révolutionnaire.

Changer le monde, est-ce possible ?

Ou la révolution en permanence...

Le monde apparaît sous la forme d'un gigantesque conflit entre les progrès réalisés dans tous les domaines, les aspirations nouvelles qu'ils suscitent, nourrissent et la violence économique, sociale, morale, policière, militaire, idéologique que font régner les classes dominantes et leurs États.

Cet ordre des choses ou plutôt ce désordre des choses semble sans issue pour le plus grand nombre. Tout au plus serait-il possible d'en diminuer les effets destructeurs, les ravages.

Les luttes, les résistances collectives du prolétariat se heurtent aux limites des luttes défensives face à une classe dominante qui a l'initiative et tient les commandes.

Les drames et les défaites du passé obscurcissent l'horizon, les idées du socialisme et du communisme ont été vidées de tout contenu démocratique, libérateur, la possibilité de changer la société apparaît le plus souvent au mieux comme une utopie, un rêve irréalisable.

Pourtant, jamais dans toute l'histoire humaine, les possibilités de changer le monde n'ont été aussi grandes.

Les classes dominantes en ont confusément, de façon réflexe, conscience. Elles mènent une offensive idéologique, politique, juridique, policière contre les droits démocratiques, pour tenter vainement d'empêcher le mouvement qui révèle leur parasitisme et leur archaïsme.

Ce qui manque, c'est la conscience des possibilités objectives d'ouvrir une autre voie de développement à la société humaine.

Changer le monde n'est pas une simple question de volontarisme moral, de révolte, mais de compréhension des transformations en cours, des mécanismes qui les engendrent, des voies et moyens de l'action collective, de la continuité des processus révolutionnaires...

L'évolution de la société, les progrès, produits de la lutte du travail contre le capital

La propagande officielle des États, les mises en scène orchestrées par les médias tenus par les grands groupes financiers donnent le tableau d'une agitation désordonnée, hystérique, obéissant à des logiques d'affrontements personnels, comme si l'évolution de la société dépendait des dirigeants de ce monde. Elle obéit en fait à des mécanismes bien plus profonds dans lesquels les transformations économiques ont un rôle primordial.

De nouvelles forces travaillent la société en profondeur au point que le sol se dérobe sous les pieds des vieux partis et des appareils dont les discours sont dépassés, déconnectés de la réalité.

Les classes dominantes répondent par une offensive réactionnaire, au sens strict du terme, l'impossible volonté de revenir en arrière face à un avenir qui menace leur pouvoir. Elles mènent une offensive en règle contre la classe des salariés désarmée parce que leurs organisations, dominées par l'esprit de conciliation, anesthésiées, n'ont rien su anticiper et sont devenues les jouets de la situation et, en conséquence, de leurs adversaires. Le mouvement ouvrier est sans ressort parce qu'il est dominé politiquement et moralement par le patronat qui a toutes les cartes du jeu en main.

La propriété privée des grands moyens de production et de distribution, l'économie de marché, contrairement à ce qu'affirment les idéologues bourgeois, n'est ni un choix de société ni « naturelle », elle est un rapport entre les classes qui s'est forgé à travers les transformations économiques et sociales qui font l'histoire des sociétés.

Le développement capitaliste s'est fait à travers les crises, les révolutions, les guerres qui rythment les grandes périodes de l'histoire, conditionnées quant au fond par ce qui détermine pour beaucoup la marche de la société, l'évolution des techniques.

La lutte pour le progrès, la liberté, la démocratie, « le droit au bonheur » est aussi un long combat, fait de révolutions et de contre-révolutions, de victoires et de défaites à travers lesquelles l'humanité a développé les conditions de son émancipation des sociétés de classe.

Avec le développement du capitalisme, le développement de la lutte de classes au long du XIX^{ème} siècle déboucha après la révolution de 1848 sur la Commune de Paris de 1871. Pour la première fois de son histoire, le prolétariat conquiert le pouvoir, l'exerça durant 72 jours, réalisant dans les actes la forme de sa dictature démocratique, l'État-Commune, ébauche des soviets d'Octobre 1917 en Russie.

Cette nouvelle révolution fut en gestation tout au long de la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, à travers la deuxième révolution industrielle, période qui vit le capitalisme passer au stade impérialiste. Les banques fusionnèrent avec le capital industriel, donnant naissance au capital financier qui allait s'emparer des découvertes technologiques pour développer les secteurs industriels et augmenter le taux de profit.

Les trusts, étouffant dans le cadre d'un marché national trop étroit, entrèrent dans une concurrence internationale acharnée pour trouver de nouveaux marchés, piller les matières premières à travers toute la planète et offrir de nouveaux champs d'investissements à leurs capitaux.

Les États se lancèrent dans la conquête coloniale. En une dizaine d'années, le monde se trouva partagé entre les grandes puissances, principalement la France et l'Angleterre, qui se taillèrent d'énormes empires en Afrique et en Asie, autant de territoires protégés par des barrières douanières, véritables chasses gardées pour les trusts nationaux.

La Première guerre mondiale, guerre pour le partage du monde, fut l'aboutissement de ce processus.

tissement de cette folle débauche impérialiste.

La contradiction entre le développement des forces productives, la socialisation et l'internationalisation de la production d'un côté, et les rapports de propriété de l'autre explosait dans une conflagration inouïe détruisant d'immenses richesses, des millions de vies humaines.

De cette terrible conflagration surgit la vague révolutionnaire dont la révolution d'Octobre 1917 fut le point culminant.

A travers cette première mondialisation avaient mûri les conditions matérielles, sociales et politiques d'une nouvelle révolution. Malheureusement, les forces révolutionnaires n'étaient pas assez puissantes pour mener jusqu'au bout le travail engagé par la révolution russe et liquider les vieilles classes. Celles-ci réussirent à reprendre la main sur la marche de la société pour la conduire vers... une nouvelle crise et une nouvelle guerre.

Malgré la contre-révolution stalinienne, la révolution a poursuivi son œuvre

Après le reflux de la vague révolutionnaire, toutes les tensions sociales et les rivalités inter-impérialistes furent exacerbées. Face aux vieilles puissances européennes affaiblies, la jeune nation-continent américaine, euphorique, se lançait dans une folle et fébrile poussée de libéralisme qui, en quelques années, se brisa sur les frontières que les vieilles nations coloniales avaient hérissées pour protéger leur territoire économique.

L'ivresse spéculative de la jeune bourgeoisie qui croyait que le monde s'était ouvert à elle la mit K-O, provoquant la grande crise de 1929. Elle entraîna les autres nations dans une crise mondiale sans précédent. Il n'y eut pas d'autre issue pour les classes dominantes qu'une nouvelle guerre pour tenter de régler par un déchaînement

de violence meurtrière leurs rivalités et sortir de la faillite.

Le prolétariat désarmé par la contre-révolution stalinienne après la faillite de la social-démocratie et brisé par le fascisme ne put empêcher cette marche à l'abîme.

Au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, les USA imposèrent leur leadership au monde entier. Les peuples coloniaux, que les grandes puissances avaient entraînés dans leur guerre, redressèrent la tête pour trouver le chemin de leur émancipation nationale en bénéficiant de l'existence de l'URSS contre des bourgeoisies et des États déconsidérés. La bureaucratie stalinienne, tout en défendant ses propres intérêts, représentait un encouragement et une aide aux luttes de libération nationale.

Si le prolétariat désarmé par le stalinisme ne put prendre la tête de cette nouvelle vague révolutionnaire, celle-ci allait cependant bouleverser la planète alors que les USA s'imposaient comme première grande puissance sur laquelle reposait le nouvel ordre mondial.

La fin des empires coloniaux ouvrit la porte à la libre concurrence globalisée.

Cette période de reconstruction économique et de guerres coloniales, bien improprement appelée « Les trente glorieuses », accoucha d'une nouvelle crise à la fin des années soixante.

Dès la fin des années 70, pour lutter contre la baisse des taux de profits, sous la houlette des États-Unis et de leur alliée la Grande Bretagne s'ouvrit une nouvelle phase, celle de l'offensive libérale. Commença alors la deuxième mondialisation.

La fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie sous le poids de sa propre incurie, accéléra le processus.

L'euphorie libérale et impérialiste allait alors l'emporter durant les années Bush père, le capitalisme triomphait à l'échelle de la planète mais le mythe

de « la fin de l'histoire » ne résistera pas longtemps à la réalité du nouvel ordre mondial.

La deuxième mondialisation vers... une nouvelle montée révolutionnaire

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux » écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Sous le fouet de la concurrence qui les oppose, les capitalistes sont entraînés dans une course en avant incontrôlée pour conquérir de nouveaux marchés, baisser les coûts...

Ils développent les rapports d'exploitation, le salariat, étendent leur mode de production à la planète entière jusqu'à ce que rien ne leur échappe, que chaque parcelle de travail humain, chaque parcelle de terre participent à leurs profits. Le capital se heurte alors à ses limites, la propriété privée devient un carcan insupportable face au développement des techniques, à la révolution numérique, l'Intelligence artificielle.

Il cherche désespérément des remèdes, liquide toutes les barrières qui s'opposent à la libre circulation des capitaux et des marchandises, crée un vaste marché financier unifié. Cela a entraîné un développement de la sphère financière sans précédent dans l'histoire, moyen pour le capital de se dégager des contraintes des frontières nationales et de la propriété privée.

La généralisation de l'économie de marché à l'ensemble du globe, la mondialisation libérale et impérialiste, sapent la base même de la domination des classes capitalistes.

Il est probable qu'aujourd'hui le capitalisme ait atteint ses limites historiques, en tout cas il est certain que les conditions matérielles pour sa transformation révolutionnaire sont

infiniment plus développées qu'il y a un siècle.

Ce qui a alors échoué devient non seulement nécessaire mais possible.

La révolution fait son œuvre à bas bruit, elle n'est pas un mythe ou une mystique, le grand soir, elle est un processus à l'œuvre au cœur de l'activité sociale, des évolutions des rapports entre les classes dans leur diversité, leur complexité. Elle est le produit

du travail quotidien de millions de femmes et d'hommes pour produire leurs moyens d'existence, s'approprier les moyens matériels mais aussi les moyens intellectuels, moraux de vivre mieux. Elle est la confrontation permanente entre ces besoins humains du plus grand nombre, éveillés et renforcés par les progrès, et la volonté des classes dominantes de défendre leurs privilèges archaïques, une volonté de pouvoir sans limite, une folie qui me-

nace la planète et met en péril l'humanité.

La révolution renaît sans cesse de ses cendres. Les échecs du passé et leur cortège de reniements, de trahisons, de crimes sont autant d'étapes dans la marche accidentée, difficile, douloureuse des classes exploitées pour leur émancipation et celle de l'humanité, la révolution en permanence...



Tableau de Vladimir Lebedev

Derrière la litanie de la crise, la faillite de l'oligarchie financière et de l'économie de marché

Le mot « crise » revient comme une litanie, parfois pour nous annoncer qu'« *elle serait finie* », que la « *reprise serait de retour* », parfois sous forme d'un nouveau craquement, bourses qui paniquent, taux d'intérêt qui remontent au risque de déclencher un nouvel effondrement... Ainsi, la crise serait un mal mystérieux, imprévisible, une fatalité contre laquelle il n'y aurait aucun remède, tout au plus des expédients.

Pourtant, ce mot recouvre à l'évidence une réalité patente, la faillite des classes capitalistes, de l'oligarchie financière, de la propriété privée des moyens de production et d'échange sur laquelle repose le droit que s'octroie une minorité parasite de s'approprier les richesses produites par la classe des producteurs.

L'aggravation des contradictions explosives du capitalisme

La mondialisation n'est pas une perversion du capitalisme ni le résultat de la mise en œuvre délibérée d'un modèle néolibéral par certains idéologues de la bourgeoisie.

Elle est la généralisation à l'échelle mondiale, à travers la lutte des classes, du rapport d'exploitation qui définit le capitalisme, le salariat.

La propagande patronale voudrait faire croire que le salariat est un libre contrat entre salariés et patrons. C'est masquer qu'il est un rapport social d'exploitation qui permet aux capitalistes de s'approprier légalement le produit du travail de l'ouvrier dont ils ont acheté la force de travail en échange d'un salaire. Ce salaire, la valeur de ce qui est nécessaire pour entretenir et reproduire la force de travail, est inférieur à la valeur créée par ce travail, la valeur ajoutée, que s'approprie le capitaliste. Et c'est le vol légal de la différence, la plus-value, qui est la source des profits dont se nourrit le capitalisme.

L'accumulation des richesses dont dis-

posent les classes dominantes sous forme d'argent, de produits de luxe, d'actions, de titres de dette, etc., n'est que le produit de l'accumulation de plus-value extorquée au fil du temps à des générations d'exploités.

Salariés et capitalistes ont des intérêts diamétralement opposés. Le rapport social qui les lie est un rapport d'exploitation. Il divise la société en deux classes fondamentalement irréconciliables : la classe des bourgeois, ceux qui possèdent les moyens de production, la possibilité légale de s'accaparer la plus-value et la classe des prolétaires, ceux qui n'ont pas d'autre solution, pour vivre, que de vendre leur force de travail.

Les multinationales ont mis le monde en coupe réglée

La mondialisation libérale et impérialiste a débuté à la fin des années 1970 alors que l'économie mondiale, contrôlée par quelques puissances, Grande Bretagne, Allemagne, France, Japon, sous l'égide des USA, était plongée dans une crise profonde, l'effondrement des taux de profit. La réponse des bourgeoisies a consisté tout d'abord en une offensive massive contre leur classe ouvrière pour reprendre les concessions qu'elles avaient été contraintes de faire. Reagan aux USA, Thatcher en Grande Bretagne lançaient dès 1980 une attaque extrêmement brutale. Mitterrand et l'Union de la gauche allaient le faire à partir de 1981. Forts des illusions que leur arrivée au pouvoir avait suscitées dans la classe ouvrière, de la complicité des confédérations syndicales et de la pression d'un chômage de masse qui s'installait, leur offensive a permis en six ans de faire passer la part des profits dans la valeur ajoutée de 25 % à 35 %, tandis que la part des salaires diminuait d'autant, passant de 75 % à 65 %.

Le chômage de masse, l'existence de cette « *armée de réserve du capital* » comme l'appelait Marx, a instauré un

rapport de force extrêmement favorable à la bourgeoisie.

Dans le même temps les grandes firmes impérialistes entamaient le processus à travers lequel elles allaient, en quelques années, étendre l'exploitation salariale à l'ensemble de l'économie mondiale, imposant la libéralisation des règles du commerce international qui supprimait les obstacles à la circulation des capitaux et, dans une moindre mesure, des marchandises.

S'appuyant sur le développement des nouvelles technologies, informatique, réseaux de communication, le processus a profondément changé l'économie mondiale.

De nouvelles puissances économiques ont émergé, les BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-South Africa). La Chine, principale destinataire des IDE industriels, est ainsi devenue l'usine du monde, suivie dans une moindre proportion par l'Inde. En quelques années, la Chine est sortie d'un état économique quasi féodal, basé pour l'essentiel sur une agriculture très arriérée. Des millions de jeunes paysans pauvres ont quitté leurs campagnes pour devenir des prolétaires dans les usines qui poussaient comme des champignons, transformant des villes comme Shanghai en mégalo-poles industrielles et financières.

L'économie mondiale est actuellement dominée par une poignée de firmes qui exercent une véritable dictature sur l'ensemble de la production, dans tous les secteurs économiques : financier, industriel, minier, agro-alimentaire, distribution, pharmacie, services... Parmi les 500 plus importantes, un tiers sont des entreprises financières, banques et assurances, suivies par les industries pétrolières et les télécommunications.

Les multinationales contrôlent la recherche et les nouvelles technologies. Elles imposent leur loi à des milliers de petites entreprises sous-traitantes,

de travailleurs indépendants, comme à leurs salariés directs. De leurs choix économiques dépendent les prix des matières premières, la production de pays entiers et donc la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Leur puissance économique leur permet de réaliser des profits colossaux en imposant leurs prix aux petits producteurs comme aux consommateurs, en imposant leurs lois aux États.

La concentration des richesses provoque inégalités et paupérisation croissantes

Dans les anciennes puissances capitalistes, la dégradation des conditions d'existence a touché non seulement la classe ouvrière, mais également des couches toujours plus larges de la petite bourgeoisie, artisans, commerçants ou paysans. La paysannerie est poussée à la ruine. En France, le nombre d'exploitations agricoles est passé de 1 067 146 en 1988 à 437 000 en 2016, et l'emploi agricole, selon l'Insee, ne représente plus que 2,8 % de la population active. La disparition des petites exploitations s'accompagne de la création de grandes fermes, usines spécialisées dans une production particulière. Les jeunes issus des campagnes sont prolétariés, contraints à chercher un travail salarié.

La régression sociale a brutalement frappé la couche supérieure de la classe ouvrière dont la promotion sociale avait assuré une certaine stabilité à la domination de la bourgeoisie. Aujourd'hui, l'avenir a le visage des bas salaires, de conditions de travail dégradées, du chômage, de la précarité ou des petits boulots surexploités qui prolifèrent sous le nom d'auto-entrepreneuriat ou d'ubérisation. Dans les pays les plus pauvres, en Afrique en particulier, les économies de subsistance ont été détruites par la mainmise

des grands trusts de l'agro-alimentaire. Des populations entières, totalement démunies, condamnées aux pires conditions de survie, cherchent une issue dans l'émigration. Au prix de leur vie, elles tentent de franchir mers et frontières pour devenir prolétaires, chair à profit sans papiers dans l'eldorado des grands centres de l'exploitation capitaliste.

La mondialisation libérale et impérialiste a poussé à ses limites le processus d'accaparement des richesses tout en transformant en prolétaires, avec ou sans travail, l'immense majorité de la population mondiale mise brutalement en concurrence sur le marché international du travail.

Euphorie boursière, bulles spéculatives, dettes, ou le parasitisme exacerbé du capital

La mise en coupe réglée de la planète s'opère grâce à des masses exorbitantes de capitaux qui ne cessent de croître. Ces capitaux ont besoin de terrains d'investissement capables de les faire fructifier, de dégager suffisamment de profits pour satisfaire l'avidité de leurs détenteurs. Mais malgré l'emballage de la production dans les pays émergents au cours des années 2000, la croissance mondiale de la production de biens et de services est restée bien inférieure à la croissance des capitaux disponibles qui se sont précipités dans toutes sortes d'opérations spéculatives.

Cet emballage financier produit une masse de capitaux fictifs, ne venant d'aucun travail productif et qui s'accumule dans des bulles spéculatives, sous forme de capitalisation boursière. Ces capitaux circulent ainsi sur toute la surface du globe 24 heures sur 24 et se disputent la moindre parcelle de plus-value, laquelle est seule à même d'alimenter le profit.

Au cours du deuxième trimestre 2018, les dividendes ont augmenté de 12,9 % dans le monde, à 497,4 milliards de dollars. Le montant des versements de dividendes aux actionnaires atteint des niveaux record dans 12 pays dont la France, le Japon et les États-Unis. Pendant cette période, les entreprises européennes ont versé un montant record de 176,5 milliards de dollars (+18,7 %), les entreprises françaises ont distribué 50,9 milliards de dollars de bénéfices (+23,5 %).

Le capital financier, foncièrement parasitaire, est aveugle, dévastateur. Il n'est porteur d'aucun développement réel car il soumet toute la production des richesses indispensables à la vie des hommes à son seul but, la recherche du profit le plus immédiat. A peine un peu plus de 1 % des transactions financières mondiales correspond à un échange réel de biens et de services.

Cette bacchanale est alimentée par le crédit, la dette.

Au cours des années 2000, l'économie de la dette a atteint des proportions considérables. La dette publique est générée et augmentée en permanence par les milliards de cadeaux que les États distribuent sous les formes les plus diverses (subventions directes, exonérations fiscales et de cotisations sociales...) aux plus grosses sociétés capitalistes, lesquelles bénéficient en plus de la manne du service de la dette, qui est devenue un des terrains de prédilection de la spéculation financière. Non contentes d'attendre les intérêts de leurs prêts, les banques en tirent une multitude de produits dérivés, paniers de titres divers, assurances contre les risques, etc., qui entrent à leur tour dans la valse de la spéculation, faisant fleurir de nouvelles bulles spéculatives.

Suraccumulation de capital, la purge financière inévitabile et nécessaire : le krach financier ou l'expropriation ?

La crise de 2007 s'est produite alors que la finance internationale venait de connaître quelques années particulièrement exubérantes, portées par une croissance continue des marchés. La purge a été déclenchée par l'implosion aux États-Unis de la bulle spéculative des subprimes, crédits hypothécaires et à taux variables vendus à des familles pauvres pour acheter une maison. L'intervention massive des États a alors renfloué les banques, les sauvant d'une faillite généralisée. Mais elle n'a pas résolu le problème, elle en a simplement retardé les échéances

La crise bancaire stoppée, la spéculation reprenait de plus belle.

En 2008-2009, elle se portait massivement sur le pétrole et les matières premières, affamant des populations entières, déclenchant des émeutes de la faim dans plusieurs pays pauvres. Elle s'attaquait aussi à la dette publique, produit du renflouement par les États des banques en faillite. En Europe, les taux exigés par les marchés obligataires s'envolaient et conduisaient, fin 2009, à une crise qui touchait plus particulièrement le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, menacés de faillite. La troïka constituée du FMI, de la BCE et de la Commission européenne se lançait, main dans la main avec les États nationaux, dans une vaste offensive contre les populations,

des politiques d'austérité qui ont atteint en Grèce une violence inouïe.

Faute de perspectives de croissance pour les investissements industriels, les États volent de plus belle au secours des profits, poursuivant en l'aggravant la politique qu'ils n'ont en fait jamais cessé de mener depuis une quarantaine d'années. Les capitaux sont plus que jamais surnuméraires, plus nombreux que jamais à se précipiter dans la spéculation boursière, l'économie de la dette.

L'indice MSCI World qui suit l'évolution de la capitalisation boursière de 2400 entreprises de 47 pays différents a augmenté en 2017 de 13,7 %, 4 fois plus que le PIB mondial. Depuis 2009, la capitalisation boursière des 500 plus grosses entreprises US a augmenté de 270 %, celle de l'ensemble des entreprises cotées à Wall Street atteignait, fin 2017, 150 % du PIB américain.

Aux bulles spéculatives liées aux marchés des actions s'ajoutent celles des autres marchés financiers, en particulier celui de la dette et surtout de ses produits dérivés. Le niveau global de dettes, qui constitue selon les économistes un des facteurs principaux de risque, est passé de 142 000 milliards de dollars, 2,4 fois le PIB mondial en 2007, à 200 000 fin 2017, 2,6 fois le PIB mondial actuel estimé à 74 540 milliards. Le montant des produits dérivés

de cette dette, pour une bonne part spéculatifs, s'élève à 556 000 milliards, 7,5 fois le PIB mondial, et les volumes échangés chaque semaine sont équivalents au PIB mondial annuel.

La purge de 2007 s'était déclenchée dans le secteur de la dette privée. Son niveau mondial était alors de 71 000 milliards de dollars. Il s'élevait en avril 2018 à 135 000 milliards d'euros, 225 % du PIB mondial.

Une nouvelle purge, le solde des comptes, est inévitable, encore plus brutale et destructrice que celle de 2007-2008.

Crise de la dette ? Crise financière ? Faillite bancaire ? Bataille des monnaies ? Faillite d'États ? La nouvelle purge prendra nécessairement, quel qu'en soit le facteur déclenchant, une dimension globale qui heurtera de plein fouet la production et les échanges, plongeant le monde dans une profonde récession avec son cortège de chômage, de misère, de régression sociale, de violences.

La seule façon d'éviter un krach est d'opérer une purge contrôlée, maîtrisée démocratiquement, c'est-à-dire prendre la mesure d'urgence sociale qui s'impose, exproprier les expropriateurs, socialiser les banques sous le contrôle des travailleurs et de la population.



Derrière la financiarisation de l'économie, la révolution technologique prélude à une révolution sociale...

La financiarisation de l'économie n'est pas un phénomène irrationalnel fruit de la seule folle cupidité des classes dominantes. Elle est leur réponse à la contradiction croissante entre la propriété privée capitaliste et l'évolution des techniques, l'internationalisation de la production et des échanges. Ces dernières ont fait éclater le cadre étroit de la propriété bourgeoise pour développer à l'infini la propriété par action, la propriété financière, le droit à participer au festin de l'exploitation du prolétariat mondial, forme de propriété collective du capital sur le travail.

Elle s'accompagne de l'apparition d'une caste de grands patrons de l'industrie, du commerce et de la finance qui concentre une inimaginable puissance entre ses mains.

Cette oligarchie financière soumet les nouvelles technologies à ses propres objectifs, la rentabilité financière exigée par les actionnaires qui se partagent les fruits de l'exploitation de la classe ouvrière par delà la propriété et les frontières.

C'est sur la base de l'offensive contre la classe ouvrière des années 80 et du rétablissement des taux de profits que les capitalistes investirent massivement dans les nouvelles technologies qui avaient été développées dans les années 60 par les États impérialistes à travers la conquête spatiale et l'armée.

Il s'agissait pour eux d'enregistrer d'énormes gains de productivité (+ 55 % entre 1980 et 1998 en France d'après l'OCDE) en utilisant l'informatique, les réseaux, l'automatisation dans la production et la circulation des marchandises. Les principaux trusts industriels se réorganisaient à l'échelle du monde, à coups de fusions, d'OPA, de privatisations... et de licenciements massifs dans le cadre des rachats d'entreprises !

Dans le cadre du capitalisme, les progrès se transforment en leur contraire. Les progrès sociaux contenus en puis-

sance dans les progrès techniques se transforment en régression sociale.

Une troisième révolution industrielle en cours

L'utilisation des nouvelles technologies dans l'industrie, l'automatisation, la robotisation, ont considérablement augmenté la productivité du travail dès le début des années 1990-2000. Dans les années 1960, il fallait environ 1000 ouvriers pour produire 500 000 tonnes d'acier quand une quinzaine peut suffire en 2017. En France, en 2013, une heure de travail produisait 7,8 fois plus de valeur ajoutée qu'en 1950 et rien qu'au cours de la décennie 1991-2001, la productivité horaire du travail a progressé de plus de 4 % par an.

La division internationale du travail s'est profondément renforcée avec le développement des multinationales. Cherchant à exploiter une main d'œuvre sous-payée, ces sociétés ont développé leurs filiales en Chine, en Corée du Sud, en Inde, grâce à la généralisation de la conception et de la production assistées par ordinateur, des machines-outils à commande numérique, des réseaux internationaux de communication.

Au début des années 1990, de nombreuses entreprises occidentales ont délocalisé leur secteur informatique en Inde pour profiter d'ingénieurs qualifiés et bon marché, comme British Airways. Ce secteur informatique offshore emploie quatre millions d'Indiens... et génère 150 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an !

Cette internationalisation se retrouve aussi au cœur de la production. Boeing fabrique ainsi son avion Dreamliner dans le monde entier : fuselage en Italie, sièges de pilotage au Royaume-Uni, train d'atterrissage en France, portes de soute en Suède... De plus en plus de produits finis (automobiles, téléphones portables, appareils médicaux) sont produits à partir d'activités parcellisées dans de nombreux pays, en particulier en Chine.

La gestion des transports de marchandises par le biais de containers normalisés est assurée de façon centralisée par informatique. Des zones multimodales permettent de réaliser des gains de productivité considérables dans le transfert des marchandises d'un système de transport à un autre, sous le contrôle de ces systèmes de gestion. Systèmes qui ouvrent en même temps la possibilité de connaître en temps réel la circulation mondiale des marchandises produites et consommées. D'immenses investissements sont en cours aujourd'hui, dans le cadre de la concurrence capitaliste entre la Chine, l'Asie et les États-Unis, pour gagner sur le temps de transport, comme les nouvelles « routes de la soie ».

Enfin, l'utilisation des nouvelles technologies et d'Internet a modifié la façon de piloter la production des échanges et des services.

Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), ces cinq compagnies américaines les plus fortunées dont la capitalisation boursière bat tous les records de croissance, collectent à très grande échelle les traces laissées par les internautes sur les sites qu'ils fréquentent. Grâce à leur position de monopole, elles peuvent récupérer une masse considérable d'informations qu'elles revendent ensuite aux annonceurs ou à d'autres sociétés, engrangeant ainsi des milliards de dollars.

A l'opposé de ce pillage d'informations et de données, ces techniques de l'information préfigurent une organisation rationnelle de la production au plus près des besoins de chacun. En cherchant à prévoir et à anticiper, elles constituent les bases matérielles d'une planification de l'économie, en réseau, à la fois centralisée et décentralisée, locale et globale, d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, d'une diminution considérable du temps de travail humain nécessaire à la production des biens et des services permettant à tous les êtres humains de vivre décemment.

La financiarisation de l'économie a permis à l'oligarchie financière de garder le contrôle de la société. Si cette nouvelle forme de propriété a pu offrir un cadre de développement à la production, elle le fait au prix de sacrifices et gaspillages monstrueux et ne fait qu'accentuer le parasitisme de la propriété capitaliste. Entre ses mains, les nouvelles technologies se retournent contre l'immense majorité. Comme le constatait déjà Marx : « *Nous voyons qu'une machine douée d'une force merveilleuse, capable de réduire l'effort et d'effectuer un travail humain fécond, mène à la famine et à l'épuisement* ».

Un progrès perverti par le capital

La modernisation des équipements et des moyens de communication accroît la politique du flux tendu à outrance. Les entreprises cherchent partout à flexibiliser le travail par la liquidation des CDI et la généralisation du travail précaire (en France, 87 % des nouvelles embauches se font en CDD). Partout, c'est la chasse aux temps morts et aux suppressions de postes par de nouvelles méthodes de management.

Les gouvernements généralisent cette offensive et institutionnalisent la précarité dans les contrats de travail. Avec l'ubérisation, les auto-entrepreneurs dont le statut a été créé par Fillon en 2008, des masses de travailleurs chassés des entreprises ou n'arrivant même pas à y entrer subissent les conditions du travail à la tâche des salariés à domicile du XIX^{ème} siècle, sans protection sociale. Dans le cadre de l'exploitation capitaliste, le progrès technique a pour conséquence immédiate de jeter des milliers de travailleurs au chômage tandis que les autres voient s'aggraver leurs conditions de travail, des populations entières sont réduites à la misère, condamnées à l'émigration.

A cela s'ajoutent les conséquences sur l'environnement de l'exploitation sans la moindre limite des ressources non renouvelables (minerais, char-

bon, pétrole...), de la destruction de ressources renouvelables sans souci de leur reconstitution (déforestations massives) et du rejet dans l'environnement des déchets de toute sorte (CO₂, résidus chimiques des processus industriels, résidus radioactifs,...) comme des produits chimiques utilisés massivement dans l'agriculture.

Mais la technologie n'est pas responsable de la gabegie capitaliste. Elle permet d'envisager une création de richesses pour satisfaire enfin tous les besoins de l'humanité, dans le respect de l'environnement et une gestion raisonnée des ressources. Mais pour cela, il faut libérer la technologie et les moyens de production de ce qui les transforme en machine à détruire, la propriété privée capitaliste.

La classe ouvrière porteuse de la révolution sociale à venir

Alors que de nombreux articles annoncent la « fin du travail », la classe ouvrière au sens large, la classe des salariés avec ou sans travail, n'a jamais été aussi nombreuse à l'échelle mondiale, représentant les intérêts de toutes les classes populaires.

Sur les 3,3 milliards de travailleurs que recense l'Organisation Internationale du Travail, 1,84 milliard sont des salariés ; à côté, 1,04 milliard travaillent à leur compte et 311 millions travaillent dans l'économie informelle, le plus souvent au sein de leur famille dans des exploitations agricoles ou des ateliers, mais aussi parfois en lien avec la grande industrie, travaillant au noir par exemple pour la récupération des matières premières dans des décharges, voire pour des secteurs contrôlés par des mafias.

La proportion de travailleurs de l'agriculture recule dans toutes les zones du monde. En 50 ans, ce sont plus de 800 millions de paysans qui ont quitté les campagnes pour les villes. Depuis 2007, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population des

villes a dépassé celle des campagnes. Les paysans représentent aujourd'hui moins de 29 % de l'ensemble des travailleurs contre encore 45 % en 1991. Sur ces 970 millions de paysans, de moins en moins sont de petits producteurs individuels. Sans terre, 500 millions sont des prolétaires de l'agriculture, employés sur de grandes plantations dépendant des multinationales de l'agro-alimentaire. L'agriculture concentre encore les injustices les plus violentes, employant 110 millions d'enfants, le plus souvent dans le cadre familial, mais aussi plus de 3 millions de travailleurs forcés.

La production manufacturière, l'industrie, représente 22 % des travailleurs, dont une grande part dépend des entreprises multinationales. Pour ne citer que les premières de quelques secteurs industriels, Glencore (extraction minière) emploie directement plus de 150 000 salariés, Nestlé (agro-alimentaire) 340 000 employés, PepsiCo (boissons) 274 000, EDF 130 000 dans plus de trente pays. La Sinopec (société pétrolière chinoise), 2^{ème} plus grande entreprise privée mondiale, emploie plus de 640 000 salariés. Le secteur automobile continue d'employer des millions de salariés, plus de 500 000 rien que pour Volkswagen et 330 000 chez Toyota. L'industrie électronique en compte 120 000 chez Microsoft, 220 000 chez Samsung. Et à ces millions d'employés des multinationales, il faut ajouter des dizaines de millions de personnes travaillant pour des sous-traitants.

Les services représentent près de 50 % du travail à l'échelle du monde (plus de 75 % dans les pays les plus riches), comme par exemple les travailleurs de la santé, qui sont maintenant plus de 110 millions, dont plus de 70 % de femmes. Une grande partie des employés des services travaillent dans le commerce qui est structuré par des multinationales qui comptent parmi les plus puissantes de l'économie mondiale, comme les chaînes de distribu-

tion Walmart (2,3 millions de salariés dans 27 pays) et Carrefour (360 000 salariés dans 30 pays), ou le commerce électronique avec les 230 000 salariés d'Amazon. Le secteur financier salarie aussi des centaines de milliers d'employés dans les banques comme la JPMorgan Chase (235 000) et les assurances comme Allianz (140 000). L'explosion des services repose aussi sur la prolétarisation de ce secteur.

Ainsi, la simplification des rapports de classes concentrés dans l'antagonisme fondamental entre « bourgeois et prolétaires » décrite dans *Le Manifeste* n'a jamais été aussi marquée à l'échelle mondiale.

La classe ouvrière a été percutée par la crise. L'OIT recense 201 millions de chômeurs dans le monde, 3,4 millions de plus en un an. 1,4 milliard de travailleurs sont dans une « situation

d'emploi vulnérable » dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches avec l'ubérisation de certains emplois, la casse des droits sociaux. 780 millions de travailleurs vivent avec moins de 3,1 dollars par jour.

Cette offensive provoque les résistances, les solidarités, les luttes à travers lesquelles une conscience collective se forme. C'est en menant ces luttes pour l'emploi, pour les salaires, pour les conditions de travail, pour leurs droits fondamentaux, sociaux et démocratiques, que les travailleurs remettent en cause le droit des capitalistes à les exploiter et que la classe ouvrière joue un rôle révolutionnaire, force sociale faisant tourner toute l'économie et seule à même d'en saper les fondements bourgeois pour se réappropriier collectivement les moyens de production.

« Une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur »

C'est ainsi que Lénine décrivait l'époque de l'impérialisme. La formule était juste même si le processus révolutionnaire engagé en 1917 n'a pu en finir avec la domination capitaliste. Les évolutions accomplies depuis redonnent à cette idée sa pertinence. La nouvelle époque du capitalisme financier globalisé prépare les conditions de l'émergence à l'échelle mondiale d'un régime social et économique supérieur. Elles ont créé les conditions pour dépasser les échecs et limites du passé et ouvrir une nouvelle page de l'histoire du développement de l'humanité.



Migrants, prolétaires de tous pays : solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme

A lors que le monde est totalement interconnecté, globalisé, métissé, la situation faite aux migrants est un concentré de la violence capitaliste qui les pousse à fuir la misère, la guerre, les dictatures au péril de leur vie. Elle est une des expressions les plus brutales de l'instabilité générale dans laquelle le capitalisme mondialisé a plongé l'ensemble de la planète.

Les classes dominantes instrumentalisent les peurs, tentent de dresser les opprimés les uns contre les autres, mais ce drame porte en même temps en lui des possibilités nouvelles. Il contribue à transformer la perception du monde de centaines de millions de personnes, entraînant un mouvement de solidarité internationale qui est un point d'appui pour les révolutionnaires.

Un mouvement irrépessible, produit de l'évolution du capitalisme

Le capitalisme a globalisé l'économie, transformé le monde en un seul grand marché pour les capitaux avides de dividendes. Il a mis en concurrence les travailleurs du monde entier.

La course à toujours plus de rentabilité a amplifié l'exploitation, exacerbé les rivalités entre grandes puissances et puissances régionales, créant un état d'instabilité global, multipliant les foyers de guerres. Des territoires entiers ont été dévastés, des millions de personnes ont fui, parquées dans des camps de réfugiés, victimes de guerres ou de catastrophes économiques, écologiques.

Aucun barbelé, aucun mur, aucune armée ni dictature ne pourront empê-

cher les jeunes, leurs familles de vouloir vivre et accéder à un minimum des richesses issues de l'exploitation de leur travail et de celui de centaines de millions de travailleurs des pays pauvres.

Fuite en avant sécuritaire, xénophobe

La seule réponse des capitalistes et de leurs gouvernements est la répression, le renforcement des frontières, des murs, des armées, l'intensification de la guerre faite aux pauvres et aux migrants tout en tentant de désarmer politiquement et idéologiquement la classe ouvrière.

L'instabilité, la violence que subissent les classes populaires sont un terrain propice aux préjugés que flattent les gouvernements et les populistes de droite et d'extrême-droite. Politique du bouc émissaire, glorification de la patrie et de l'unité nationale, les classes dominantes et leur personnel politique tentent de souder contre « l'étranger », d'utiliser les drames que leur politique provoque pour diviser celles et ceux qui en sont les victimes.

La solidarité, un combat de classe internationaliste

Mais le drame des migrants a amené à une prise de conscience par-delà les frontières. Dans le monde entier, des centaines de milliers de personnes se mobilisent contre les lois anti-immigrés. L'expression « Welcome ! » est devenue symbole international de solidarité, de refus de l'oppression et du racisme.

Des camps de réfugiés aux banlieues européennes ou aux villages dont ils sont issus, les jeunes du monde entier

communiquent à la vitesse de la lumière grâce aux réseaux sociaux.

L'ampleur de la crise pousse à la prise de conscience que nos combats et nos intérêts sont communs. Travailleurs, jeunes des pays riches, notre sort est directement lié à celui des migrants et des prolétaires des pays pauvres.

Un ferment révolutionnaire

L'histoire de la classe ouvrière mondiale se confond avec celle des migrations. Elles ont toujours été des facteurs progressistes, démocratiques, qui ont renforcé le mouvement ouvrier et particulièrement le mouvement révolutionnaire.

Nous vivons aujourd'hui une nouvelle étape. Les transformations à l'œuvre sont d'une ampleur sans précédent, irréversibles. Malgré les préjugés et la montée des politiques xénophobes et protectionnistes, la nécessité de l'ouverture des frontières à toutes et tous, du droit à la libre circulation et installation, la communauté d'intérêts par-delà les continents deviennent une évidence pour une fraction de la population et de la jeunesse. Le mouvement de solidarité internationale, la sympathie dont il bénéficie sont des points d'appui pour renforcer la conscience de classe.

L'avenir des travailleurs des pays riches est directement lié à celui des migrants, aux luttes pour imposer les droits élémentaires, économiques et démocratiques pour tous. Des exigences qui se heurtent plus que jamais à la domination de la finance et des multinationales.



L'émancipation des femmes, un combat pour l'émancipation de tous les exploités

Partout dans le monde, en Amérique latine, en Espagne, en Pologne ou en Irlande, en Inde, etc., la lutte des femmes pour leurs droits, l'égalité entre les sexes, le droit à disposer de leur corps, le droit à l'avortement, contre les violences sexistes et toutes les discriminations de genres et d'orientation sexuelle donnent lieu à de puissants mouvements.

Bien au-delà de la parole libérée par l'affaire Weinstein, ce sont des luttes populaires et massives qui se développent pour la défense des droits des femmes, de toutes les femmes.

Elles touchent des femmes des milieux populaires les plus pauvres, dont celles issues de l'immigration, des quartiers populaires, comme aux États-Unis avec Black Lives Matter. Elles mélangent les générations, le plus souvent menées par des jeunes, une nouvelle génération militante préférant agir elle-même de façon indépendante. Elles lient lutte contre l'oppression des femmes et lutte sociale, cette dernière étant devenue incontournable par l'exacerbation des attaques contre le monde du travail partout dans le monde. En Argentine, la lutte massive contre les féminicides menée avec d'autres par Ni Una Menos se poursuit aujourd'hui avec le slogan « *Oui à l'IVG, non au FMI* ».

Cet essor des luttes des femmes est à la fois la réponse à l'offensive réactionnaire mais surtout l'expression de positions conquises par les femmes intégrant de plus en plus le monde du travail. Elles jouent un rôle social de plus en plus actif, exercent des responsabilités importantes en dehors de la sphère familiale qui rentrent en contradiction brutale avec le patriarcat, base de la domination masculine, que le développement du capitalisme tend lui-même à saper.

Leur lutte en tant que femmes est devenue indissociable de leurs luttes en tant que travailleuses, une lutte pour

leurs droits d'êtres humains, pour leur dignité, pour d'autres rapports sociaux.

Elles démontrent que les luttes contre les différentes formes d'oppressions spécifiques loin de diviser peuvent converger car elles participent toutes de la lutte de classe.

Un combat démocratique et émancipateur

La lutte pour l'égalité des sexes est un facteur révolutionnaire immense quand elle conteste la source de l'oppression, la propriété privée et la subordination, la perversion des rapports humains par les rapports d'exploitation. En contestant le patriarcat, le système de domination masculine lié à la propriété privée et pivot de l'ordre capitaliste, elle conteste tous les tenants de l'ordre établi : patrons, États, mais aussi leurs institutions à travers les représentants religieux, la famille bourgeoise...

Aujourd'hui, quand de jeunes manifestantes brandissent seins nus des pancartes « *Maternité, non, plaisir, oui* » en Amérique latine, elles affirment le droit à disposer de leur corps, à « *jouir sans concevoir* » pour toutes les femmes et toutes les sexualités. Elles

défont un monde de peur, de silence, d'hypocrisie, de honte, d'autorité et de violence jusque dans les relations les plus intimes. Elles disent qu'elles sont, et c'est plus qu'une affirmation de l'égalité des sexes, un affront à la soumission, à l'exploitation et à l'oppression, un appel à une vie moderne, digne de ce siècle, loin des préjugés et des obscurantismes d'un autre temps. Fondièrement opposées à l'appropriation du corps des femmes et aux violences machistes inhérentes, mais aussi aux politiques d'austérité, de discrimination, d'exclusion, ces luttes lient luttes démocratiques et lutte sociale, émancipation individuelle et collective, économique et politique.

En menant ces luttes, en devenant actrices à part pleine et entière de la vie sociale pour et par elles-mêmes, les nouvelles générations militantes féministes rompent avec les rapports de domination pour chercher à construire des rapports libres et démocratiques entre les sexes et les genres. C'est un facteur d'émancipation pour toutes et tous qui ne peut que renforcer le combat collectif.

Elles sont de ce fait un puissant facteur de liberté pour les femmes mais aussi pour les hommes.

#NI UNA MENOS



Réchauffement climatique, crise écologique ou l'impérieuse nécessité d'une planification démocratique à l'échelle du monde

Le capitalisme a atteint aujourd'hui une double limite : celle que lui impose sa crise chronique, née de sa contradiction interne entre propriété privée et socialisation de la production et des échanges et celle qui résulte de ses rapports avec l'environnement, la nature. Sa capacité à exploiter les deux sources de profits, l'homme et la nature, a atteint ses limites. La deuxième s'exprime à travers la crise écologique.

La réponse ne réside pas dans des spéculations idéologiques sur l'Anthropocène ni dans de seules réponses individuelles ou locales, aussi légitimes et justifiées soient-elles, mais bien dans les luttes sociales et politiques, du local au global.

Le capitalisme non seulement est responsable de la crise écologique mais il est bien incapable d'intégrer la nécessaire préservation de l'environnement.

Le capitalisme vert : une fuite en avant vers la financiarisation de la nature

Depuis 25 ans, les conférences sur le climat se sont tenues en parallèle des sommets internationaux qui, dans le cadre de la mondialisation, ont organisé la libéralisation du commerce et de la finance. L'échec répété des premières est directement la conséquence du succès des seconds. De fait, ce sont les intérêts des multinationales et les rivalités entre les États à leur service qui imposent le cadre des discussions sur le climat. L'irresponsabilité sociale et le cynisme des représentants des classes dominantes sont tels qu'ils ont transformé ces conférences en foires commerciales d'un capitalisme vert qui n'est qu'une fuite en avant vers la marchandisation et la financiarisation de la nature.

Les chefs d'États, les dirigeants des multinationales comme de certaines des plus grandes ONG environnementales en font même la théorie : c'est le marché mondial qui par le jeu de la libre concurrence sera capable de

tout réguler automatiquement et à moindre coût... pour cela il suffirait de donner un prix à tout, même à la pollution ou aux espèces en voie de disparition, tout devrait être transformé en marchandise voire en objet de spéculation. Les multinationales ont la mainmise sur les conférences sur le climat, c'est la finance qui pilote la soi-disant transition énergétique, avec ses méthodes : prédation contre les terres et les peuples et bulles spéculatives aux conséquences désastreuses pour l'environnement quand elles éclatent.

Les chefs d'États font de beaux discours pleins d'émotion sur l'avenir de la planète dans les conférences sur le climat et se consacrent au traitement des affaires courantes du capitalisme dans celles de l'OMC ou du G20... où les choses sérieuses, comme les prix des matières premières et des énergies fossiles se discutent, se décident avec le plus souvent des conséquences désastreuses pour les peuples et l'environnement.

Pas de solution écologique hors de la réalité des rapports de classe

La situation actuelle n'est pas la conséquence d'un « développement humain » abstrait comme le soutiennent les défenseurs de l'Anthropocène. La crise écologique s'inscrit dans l'histoire concrète du capitalisme depuis la révolution industrielle, à travers le colonialisme, l'impérialisme, un échange inégal qui ont façonné le monde actuel. Il nous faut dénoncer et combattre les délires des climatosceptiques comme le mensonge cynique du mythe de la surpopulation pour faire la critique de fond du mode de production capitaliste, et aborder la crise écologique d'un point de vue de classe.

Se limiter à la critique de la société de consommation et du productivisme revient à prêter le flanc aux raisonnements malthusiens car soit

notre critique des causes de la crise écologique conduit à une remise en cause de la propriété privée bourgeoise des moyens de production, soit elle ne peut que s'inscrire dans une critique moralisante des consommateurs et prôner une réduction de la consommation et donc de la production comme le font les courants de la décroissance. Les « *alternatives concrètes* », la « *sobriété volontaire* » défendues par ces différents courants pour « *révolutionner nos modes de vie* » restent sur le terrain du changement des comportements individuels, ce qui empêche d'aller jusqu'au bout de la critique et de la lutte contre le système capitaliste.

Il est tout autant illusoire de penser que la solution viendra d'une somme d'initiatives locales ou individuelles, dont par ailleurs nous sommes solidaires, que d'espérer influencer ces mascarades que sont devenus les grands sommets sur le climat.

Toutes les solutions techniques « écologiques » se heurtent à la réalité sociale et politique de la société capitaliste. Elles se heurtent frontalement aux frontières nationales et aux rivalités entre États, comme elles se heurtent aux lois de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales qui se livrent à une concurrence acharnée dans un marché mondialisé avec le plus profond mépris pour les peuples et l'environnement.

La planification socialiste contre les lois du marché, la concurrence et la propriété privée

La lutte contre le réchauffement climatique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, comme une réponse globale qui implique la réappropriation sociale de l'ensemble de l'économie contre les intérêts de la finance, des multinationales, de la bourgeoisie. La crise écologique remet ainsi de fait la perspective du socialisme à l'ordre du jour car cette nécessaire réorganisation de l'écono-

mie mondiale, de tout l'appareil productif comme des échanges, nécessite la mise en place d'une planification démocratique internationale de l'économie. Cette planification est la condition pour que la rationalité indispensable pour intégrer les données de la science écologique remplace l'irrationalité des marchés et de la concurrence.

Libérées des entraves de la propriété, les découvertes scientifiques et leurs applications techniques pourront servir à réduire le temps de travail, à rendre les travaux les plus durs moins pénibles, sans souci de rentabilité et de compétitivité. C'est sur leur base que pourront être faits consciemment et démocratiquement des choix sur les sources d'énergie à utiliser, sur ce qui doit être produit, à quel endroit et de quelle manière, sur la meilleure façon de prendre en compte les impacts des activités humaines sur notre environnement, à l'échelle locale comme de toute la planète.

L'organisation sociale capable de mieux répartir les richesses produites jusqu'à satisfaire l'ensemble des be-

soins des êtres humains à l'échelle du monde... tout en tenant compte de la nécessaire préservation de notre environnement terrestre, c'est le communisme, une société d'abondance au sens où toute la production sociale est organisée démocratiquement pour satisfaire les besoins de l'ensemble des êtres humains, libérés de l'aliénation des rapports marchands.

Le combat écologique s'inscrit dans la lutte des classes internationaliste

L'écologie, en tant que science, s'inscrit dans la continuité de Darwin et Marx, de la compréhension matérialiste de l'évolution du monde vivant, de l'émergence des sociétés humaines et de leur histoire comme produit de la lutte des classes.

Les sociétés humaines ont aujourd'hui un impact sur l'ensemble de l'environnement terrestre, capable de créer les conditions de leur propre extinction. La question écologique est devenue une question sociale et politique car dans le cadre du développement capitaliste régi par les lois aveugles du marché, l'humanité est incapable

de maîtriser les conséquences à long terme de ses activités.

Pour échapper à cette contradiction, elle doit se hisser consciemment à un niveau supérieur d'organisation sociale lui permettant d'utiliser toutes les connaissances scientifiques et techniques pour planifier démocratiquement et rationnellement la production et les échanges à l'échelle de la planète.

C'est un combat qui, de par les enjeux planétaires des problèmes à résoudre, ne peut avoir d'issue locale. Il pose le problème politique d'une lutte internationale, dépassant les cadres nationaux et redonnant toute son actualité aux idées internationalistes du mouvement ouvrier, socialiste, communiste. Par-delà les frontières, les travailleurs ont des intérêts communs à défendre pour la protection de leur environnement. Ils sont la force motrice capable de défendre l'intérêt général contre les égoïsmes de classe d'une minorité et, ainsi, de construire une société où l'humanité se réconciliera avec elle-même et la nature.



La globalisation de la concurrence ou l'état de guerre permanent, la menace de la globalisation de la guerre

L'exacerbation de la concurrence, la guerre commerciale et la lutte pour le leadership s'accompagnent d'une militarisation croissante, de la mise en coupe réglée des peuples.

La guerre fait rage en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye, en Palestine, au Yémen... mais aussi dans de nombreux pays africains où les armées occidentales, en particulier l'armée française, maintiennent leur ordre pour que leurs multinationales puissent piller en paix.

Les rapports de force ont été profondément bouleversés, l'hégémonie des États-Unis remise en cause. Leur prépondérance économique dans le monde est concurrencée par le développement des pays d'Asie en particulier, la concurrence s'accroît et les USA ne peuvent faire face seuls à la nouvelle instabilité du monde. À défaut, ils s'engagent dans une politique de défense de leurs propres intérêts contre le reste du monde au risque de s'affaiblir encore plus.

Face à cette exacerbation des rivalités économiques et au bellicisme US, la Chine prétend jouer l'apaisement mais elle se lance elle aussi dans la course à l'armement afin de combler son retard.

Elle est en quête de nouveaux marchés et débouchés ainsi que de sources d'approvisionnement en matières premières et énergie. Elle s'est lancée dans la construction d'une « *nouvelle route de la soie* » (autoroutes et chemins de fer) qui vise à placer le pays au centre des échanges entre l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe.

Dans le même temps, le Japon revoit sa constitution afin de redevenir une puissance militaire. Votée sous occupation américaine en 1946, elle lui interdisait toute intervention militaire en dehors du territoire national.

Les USA, qui cherchent à associer leurs alliés au maintien de l'ordre mondial,

n'en sont pas moins contraints de se redéployer. De nouveaux contingents ont été envoyés en Afghanistan en plus des 11 000 militaires déjà sur place. Fin 2017, l'armée américaine comptait 3 millions d'hommes, 8 800 tanks, 14 000 avions, 10 porte-avions, plus de 50 sous-marins nucléaires, 7400 ogives nucléaires... Le budget militaire américain en hausse de 9 % en 2018 connaît une hausse de 7 % pour 2019, un montant record de 716 milliards de dollars.

En plus de ce budget colossal, Trump a décidé la création d'une « force de l'espace », une sixième branche des forces armées US pour répondre aux nouvelles technologies en matière de missiles de la Chine et de la Russie. Une nouvelle guerre des étoiles !

Le monde entier est entraîné dans la course aux armements, une spirale de violences et de guerres.

Moyen-Orient et Proche-Orient sont déstabilisés par les interventions des puissances impérialistes et par la réaction des régimes et des forces obscurantistes contre les révolutions arabes. Des régimes dictatoriaux, militaires, font régner la terreur, répriment les populations, à l'image du général Sissi en Égypte, ou d'Erdogan en Turquie.

Ces tensions ont pour cadre la compétition aiguë que se livrent les principales puissances et plus particulièrement les États-Unis prêts à tout pour conserver leur hégémonie face à la Chine, tandis que la Russie, la Turquie, l'Inde ou des puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie saoudite ou Israël tentent de jouer leur propre partie, participant de la militarisation et de l'instabilité générales.

On ne peut exclure que l'état de guerre permanent ne débouche demain sur un affrontement militaire majeur pour le leadership mondial entre les USA et la Chine. Les États l'envisagent, s'y préparent, mais rien n'est écrit : l'intervention de la classe ouvrière et

des classes exploitées peut ouvrir une toute autre perspective.

Militarisme et état d'urgence permanent ou la militarisation de l'opinion

Les bourgeoisies n'ont d'autre réponse à la faillite de leur système qu'une fuite en avant qui ne peut qu'aggraver les tensions économiques, les rivalités internationales et l'engrenage militaire mais aussi... la révolte sociale. La crainte de cette révolte, de la prise de conscience par des centaines de millions de femmes et d'hommes de la place centrale qu'ils et elles occupent dans l'économie et le fonctionnement de la société, de leur capacité à s'unir et à contester leur pouvoir, est partagée par l'ensemble des classes dominantes par-delà les frontières.

Elles y répondent par des politiques d'union nationale tentant de lier les mains des opprimés, de les solidariser de leurs oppresseurs en flattant les préjugés xénophobes, racistes, religieux, pour tenter de soumettre l'opinion.

Des régimes « d'exception » ont été mis en place, tels le Patriot Act aux USA au lendemain du 11 Septembre 2001 ou, en France, l'état d'urgence dont les mesures ont été intégrées au droit commun.

Terrorisme islamiste et prétendue guerre contre le terrorisme sont devenus en quelques années le quotidien de la population mondiale. Les consciences sont profondément impactées par cette guerre qui se délocalise, dont les premières victimes sont les populations du monde arabo-musulman et dont les conséquences ensanglantent le monde entier.

Lutter contre ces effets, se dégager de l'emprise des classes dominantes demande de comprendre les origines, la logique de cet engrenage, de prendre la mesure des affrontements en cours, de leur nature de classe, de l'évolution des rapports de forces et du rôle que

peuvent jouer les peuples et la classe ouvrière.

Face à la montée des nationalismes, des extrêmes-droites, des obscurantismes et des intégrismes religieux, face à l'instauration de régimes de plus en plus autoritaires, dictatoriaux qui visent tous à soumettre les opprimés à la défense des intérêts de leurs exploiters, le mouvement ouvrier a sa propre réponse à apporter. Une réponse portant une perspective de classe, internationaliste, fondée sur la coopération des peuples.

Pacifisme, désarmement ou coopération internationaliste des travailleurs ?

Derrière le mirage d'un « ordre international plus juste et plus équitable »

promis par les faiseurs de guerre, la violence des rapports de domination, la misère extrême, les conséquences écologiques dramatiques de la course aux profits, les guerres, ont profondément transformé le quotidien de millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Des transformations sans retour possible qui bouleversent la réalité de la classe ouvrière. Elles se font dans les drames et dans le sang mais portent en elles une dimension révolutionnaire, à l'image de la crise des réfugiés qui participe d'une prise de conscience internationaliste.

Face aux menaces de conflit militaire majeur, face à l'éventualité qui ne peut être écartée d'une guerre nucléaire, nombreux sont ceux au sein des organisations du mouvement ouvrier qui

appellent au combat pour « la paix », mènent des campagnes en faveur du désarmement nucléaire, en appellent à l'ONU, à la « communauté internationale ».

Mais il ne peut y avoir d'issue sans que le prolétariat intervienne directement, en unissant ses luttes et ses forces par-delà les frontières pour contester le pouvoir des multinationales et de l'oligarchie financière. Notre combat pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples, est un combat de classe, indissociable de celui pour le socialisme.



Manif contre la guerre, Londres, fév. 2003

Contre les idéologies réactionnaires des classes dominantes, les progrès des connaissances, des techniques et du matérialisme scientifique

Les classes dominantes sont à l'offensive pour dominer les esprits et les consciences à l'aide de constructions idéologiques reflétant leurs propres préjugés sociaux, leurs illusions sur elles-mêmes comme leur mépris des classes populaires. Elles s'appuient sur des morales archaïques, rétrogrades, qui en appellent au respect de Dieu, de l'ordre établi, du pouvoir des riches et des puissants.

Quels que soient les principes dont elles se revendiquent, Dieu, la Nation ou autres, ces idéologies cherchent à masquer les rapports d'exploitation comme s'ils existaient de toute éternité, inhérents à une prétendue nature humaine.

L'opposition entre la matière et le « saint esprit », entre le corps et l'âme, entre le corps et la pensée sont la réfraction au niveau des consciences humaines de la division de la société en classe, de l'opposition entre la propriété et le travail...

Aux préjugés réactionnaires justifiant la propriété privée capitaliste nous opposons les progrès, résultats de la coopération entre les hommes, de leur travail, une conscience de classe fondée sur la compréhension que l'avenir de l'humanité appartient à l'action collective des exploités.

Le matérialisme est à la base de la connaissance objective, scientifique du monde, celle qui émancipe des croyances et des préjugés par la compréhension des lois naturelles qui gouvernent son évolution comme de celles qui régissent l'histoire des sociétés humaines. Il n'est pas une option philosophique, une théorie parmi d'autres qu'on pourrait choisir ou pas, mais bien la méthode sur laquelle repose toute démarche scientifique.

De la division de la société en classes à l'opposition de la matière et de l'esprit, du corps et de la pensée

Malgré l'enracinement du matéria-

lisme dans les progrès qui accompagnent l'histoire des sociétés, les idées réactionnaires, les conceptions idéalistes, les croyances religieuses, les superstitions, le mysticisme et toutes les formes d'obscurantisme qui les accompagnent comme les différentes théories du complot, continuent à dominer, à se renforcer, du fait du recul social et politique.

Elles viennent toutes justifier les délires élitistes, machistes, racistes, obscurantistes dont les Trump, Poutine et autres Erdogan se font les champions.

La cible première de ces préjugés religieux, mystiques, créationnistes est la théorie de l'évolution de Charles Darwin. Ainsi, en Turquie, Erdogan a annoncé son retrait des programmes de l'éducation nationale et dans le pays le plus riche du monde, les États-Unis, le gouvernement Trump comporte des créationnistes notoires.

La théorie de l'évolution est inacceptable pour eux parce qu'elle sape les fondements des croyances religieuses comme elle bouscule plus largement toutes les conceptions idéalistes qui font de l'être humain un être à part. Darwin a ruiné cette vieille conception qui considère l'Homme comme créé par Dieu pour dominer la Nature, démontrant que les êtres humains sont le produit d'un processus évolutif prodigieux qui a conduit en quelque sorte la matière à devenir consciente d'elle-même.

La défense du matérialisme et des conceptions évolutionnistes, du marxisme, rejoint le combat de tous ceux qui, à travers le monde, participent par leur travail quotidien, même sans en avoir une claire conscience, aux progrès des connaissances comme au développement des sciences et des techniques à la base de tout progrès social.

A travers les connaissances scientifiques, les progrès techniques et les luttes de classe,

émerge la pensée moderne d'une future société sans classes

Inscrire le capitalisme dans sa connexion historique, montrer qu'il n'est qu'une forme temporaire dans l'histoire des sociétés et en comprendre les mécanismes internes à l'origine du rapport d'exploitation salarié, tels sont les deux problèmes auxquels le socialisme dans sa forme moderne a répondu. Comme l'écrivait Engels, « *Ces deux grandes découvertes : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value, nous les devons à Marx. C'est grâce à elles que le socialisme est devenu science, qu'il s'agit maintenant d'élaborer dans tous ses détails* ».

Cette élaboration est un travail permanent, une renaissance qui se dégage des vérités toutes faites, des dogmes et des recettes pour œuvrer à penser les luttes d'émancipation à la lumière de l'évolution concrète de la société et des connaissances. Ni utopie, ni idéologie, mais construire le lien entre cette compréhension matérialiste apportée par les sciences de l'évolution comme par celles de l'histoire et le progrès social porté par le travail et les luttes de la classe des salariés pour découvrir les chemins de la transformation révolutionnaire de la société.

Les possibilités de l'avènement d'une nouvelle organisation sociale rationnelle, capable de satisfaire les besoins humains, ne résultent pas des seuls bouleversements économiques ou des luttes sociales et politiques mais aussi, et ces phénomènes sont liés, de bouleversements dans les modes de pensée, les possibilités intellectuelles. Ce fut le cas avec l'invention de l'écriture puis celle de l'imprimerie. C'est bien ce à quoi nous assistons aujourd'hui suite aux nouvelles connaissances en physique avec l'informatique, les nouvelles techniques de communication, l'Intelligence artificielle, les algorithmes, les Big data.

Ces nouvelles techniques permettent par leur application dans la production de réduire considérablement le temps de travail, elles permettent une transmission des connaissances à l'ensemble des êtres humains, des possibilités de contrôle et de décision sur les diverses activités sociales jamais égalées. Mais elles peuvent permettre aussi et peut-être surtout un déploiement considérable de la pensée humaine grâce à une collectivisation,

une mise en commun, des échanges de connaissances, de données, des connexions qui démultiplieront les capacités collectives de l'humanité.

Il ne s'agit pas de fiction scientifique imaginant un homme nouveau biologiquement modifié par les nouvelles technologies mais d'une société où les hommes contrôlent et décident leur destin collectif au lieu d'être dominés non par les machines mais par les rapports d'exploitation capitalistes.

C'est bien une nouvelle pensée qui est en train de naître, elle rompt avec les limites de la propriété et des individus, participe de ce « *mouvement réel qui abolit l'ordre établi* » et ne pourra déployer les potentialités qu'elle recèle que si les travailleurs manuels et intellectuels, « *l'humanité souffrante et l'humanité pensante* » s'unissent pour libérer l'activité humaine de toutes les frontières.



La Terre, vue des hublots de l'ISS (station spatiale internationale)

Un programme de lutte pour satisfaire les besoins du monde du travail, des femmes, des jeunes... vers la prise du pouvoir

La défense des intérêts immédiats des salariés, des chômeurs et précaires, des femmes et des jeunes, des sans-papiers et des migrants est indissociable de la lutte contre l'ordre social qui sans cesse nie et bafoue ces droits.

Lutter contre le chômage, en finir avec la précarité, c'est interdire les licenciements sous menace de réquisition des entreprises et partager le travail entre tous et toutes.

C'est imposer l'embauche définitive de tou-te-s et un salaire minimum garanti, avec ou sans emploi.

Une augmentation générale uniforme des salaires correspondant aux besoins, ne serait que la récupération d'une faible partie de ce que les patrons nous ont volé en bloquant les salaires au nom de la lutte contre le chômage.

Répondre à la crise du logement qui frappe de façon cruelle les classes populaires nécessite l'annulation des dettes immobilières des ménages pauvres et la réquisition des logements vides.

Pour retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance, les travailleurs doivent s'en prendre à la finance, qui concentre aujourd'hui entre ses mains tous les leviers de contrôle de l'économie, et annuler la dette à travers laquelle elle s'assujettit les États. Cela nécessite l'expropriation des banques et la constitution d'un monopole public bancaire sous le contrôle démocratique des travailleurs.

La défense des droits démocratiques, une lutte révolutionnaire

Lutter pour les droits démocratiques, c'est lutter pour la liberté de contester, de s'organiser, d'affirmer son existence en tant que classe pour contester l'ordre social, y compris au sein des entreprises d'où toute démocratie pour les salariés est bannie.

Seule la force des travailleurs, des jeunes, des classes populaires, leur

organisation en toute indépendance des institutions et de l'État, peuvent apporter une réponse à l'offensive sécuritaire et à la répression sociale par leur contrôle démocratique, y compris sur la police et la justice.

Les profonds reculs économiques et sociaux, les politiques sécuritaires et xénophobes des États renforcent les préjugés qui divisent notre camp social.

La lutte pour les droits démocratiques se combine avec celle contre toutes les oppressions.

La lutte des femmes pour l'égalité, en finir avec le patriarcat

Nous reprenons les exigences démocratiques et sociales des femmes et faisons nôtres leurs luttes de par le monde contre les violences sexuelles, pour l'indépendance économique et juridique, le droit à l'avortement, au divorce, à toutes les libertés comme celles de sortir seules dans la rue ou de disposer librement de son corps, libertés de genre et d'orientation sexuelle... L'émancipation des femmes suppose leur plein accès au travail social, leur libération des tâches domestiques, partagées ou prises en charge par la collectivité.

La lutte pour l'égalité des sexes se combine avec la lutte contre les intégrismes et les préjugés véhiculés par les religions qui toutes justifient et défendent la soumission des femmes. Il est de l'intérêt de l'ensemble du mouvement ouvrier de reprendre à son compte les luttes féministes, qui sont partie intégrante du combat de l'ensemble des travailleur-se-s pour leur émancipation.

Ouverture des frontières !

La défense des frontières tourne le dos aux intérêts des exploités, divise les travailleurs et les peuples, qui ne trouveront leur unité qu'en luttant pour l'ouverture des frontières, pour le droit au travail, à l'installation et à la régularisation sans condition de tous

les travailleurs migrants et sans-papiers, et pour la réquisition des logements vides pour les accueillir.

C'est le moyen aussi de lutter contre les réflexes de peur, de rejet xénophobe, et d'accompagner la prise de conscience que la seule réponse est la solidarité internationaliste des exploités face à ceux dont les armes sont la guerre sociale et la répression pour contenir le chaos dramatique que leur politique engendre.

Contrôle de l'économie, de l'État et des administrations par les travailleurs et la population

La classe ouvrière ne pourra mener jusqu'au bout la lutte pour ses droits et la mise en œuvre des mesures sociales et démocratiques indispensables qu'en prenant le contrôle de l'économie avec ses organisations, syndicats, associations, comités de grève et toutes les formes d'auto-organisation démocratiques qu'elle se donnera au cours de la lutte. En développant leur contrôle sur les différents rouages de l'économie comme sur l'ensemble de la vie sociale, les travailleurs commenceront à exercer leur propre pouvoir, à prendre eux-mêmes en main la gestion de la société, sans patrons ni bureaucrates, pour la faire fonctionner dans l'intérêt de tous.

Gouvernement démocratique et révolutionnaire

Le contrôle de l'économie suppose la remise en cause de la propriété privée capitaliste, des institutions et du pouvoir qui la défendent. La longue histoire des luttes du prolétariat montre qu'il ne peut exercer son propre pouvoir qu'en arrachant aux classes dominantes leur pouvoir politique et économique qui repose sur la propriété et l'État. La conquête du pouvoir nécessite de briser cet État pour instaurer un gouvernement des travailleurs, en rupture avec toutes les formes de démocratie bourgeoise, électorale et parlementaire, reposant sur la démo-

cratie directe des travailleurs et de la population mobilisés, organisés pour décider de leurs propres affaires communes.

Un gouvernement qui mette un terme au pillage des capitalistes, légalise toutes les revendications arrachées par les luttes des travailleurs, qui appelle aux plus larges initiatives et mette à la disposition de l'ensemble de la population tous les moyens financiers et matériels qu'il se sera appropriés, pour qu'elle s'organise elle-même afin de prendre le contrôle de la vie sociale et donne naissance à de nouvelles institutions remplaçant les corps de répression de la bourgeoisie (police, armée, justice).

Il organisera avec la population la planification de l'ensemble des besoins économiques, sociaux, environnementaux, rendue possible par le développement technique et scientifique de la société, produit du travail humain.

Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Un tel gouvernement, loin de se replier sur ses frontières, inscrira sa politique dans un mouvement plus large que le cadre national, celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples. L'Europe actuelle, celle des banquiers et des patrons de multinationales, de la BCE, concentre aujourd'hui contre elle la contestation et la révolte de bien des catégories sociales qui lui attribuent la responsabilité des conditions de vie qui leur sont faites, des offensives dont elles sont victimes. Mais penser qu'il suffirait de quitter cette Europe-là, de revenir dans le cadre de politiques nationales, comme le font toute une série de souverainistes de droite comme de gauche, pour en finir avec ces offensives, est une illusion dangereuse. Cela détourne la révolte sociale des véritables causes des attaques que

nous subissons, d'une politique de classe et internationaliste.

Dans leur lutte pour renverser le capitalisme, les travailleurs ayant conquis le pouvoir dans un pays d'Europe seront peut-être contraints du fait des rapports de force de sortir de l'euro ou de l'UE tout en appelant, encourageant, aidant ceux des autres pays à les rejoindre. Ils leur proposeront de renverser les institutions actuelles de l'Union européenne qui sont un instrument au service de la rapacité des bourgeoisies européennes, ce qui posera la nécessité d'une assemblée constituante des travailleurs et peuples européens pour déterminer sous quelle forme ils veulent coopérer.

Nous inscrivons notre combat dans la lutte pour une Europe des travailleurs et des peuples, des États-Unis socialistes d'Europe, qui soit un instrument de la révolution mondiale pour en finir avec la domination du capitalisme, l'exploitation et la concurrence dévastatrices, les guerres qu'elles engendrent, le saccage de la planète et pour construire une société socialiste, communiste.

Pour en finir avec les guerres, une politique internationaliste

L'exacerbation de la concurrence internationale sous les effets de la crise ouvre une période de chaos géopolitique, de guerres. La conjonction de la crise écologique et climatique et de la crise économique et sociale ne peut trouver de solution sans sortie du capitalisme, à l'échelle mondiale, sans une planification démocratique fondée sur la coopération des peuples, répondant aux besoins économiques, sociaux et écologiques. C'est une lutte qui dépasse les frontières. Elle donne aujourd'hui à l'internationalisme un contenu concret qui s'enracine dans la vie quotidienne de millions de prolétaires. La question sociale et la question internationale se combinent dans

les consciences. Notre démarche vise à montrer à travers les luttes le lien indissociable entre la concurrence économique mondialisée et les conflits internationaux entre grandes puissances, entre la guerre sociale menée contre les travailleurs et la guerre contre les peuples. Nous y opposons des relations internationales fondées sur la solidarité et la coopération des peuples. Notre combat internationaliste pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples, est indissociable de notre combat pour le socialisme.

Pas de réponse à la crise écologique, au réchauffement climatique, sans une planification démocratique de la production et des échanges

La planification de l'économie, de la production et des échanges est aussi la seule réponse possible aux catastrophes écologiques générées par l'irresponsabilité et le parasitisme du capital, la course au profit.

Toute mesure de préservation de la planète ou contre le réchauffement climatique se heurte à la réalité du capitalisme, aux lois du profit et de la concurrence, aux intérêts des multinationales.

La lutte écologique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, d'une réponse globale impliquant l'appropriation sociale par le prolétariat de l'ensemble de l'économie, sa nécessaire réorganisation, sources d'énergie, appareil productif, échanges..., une planification démocratique internationale, c'est-à-dire le socialisme. Elle ne constitue pas une sphère autonome dégagée de la lutte de classe et c'est pourquoi elle est un des enjeux majeurs du combat de la classe ouvrière pour la transformation révolutionnaire de la société.

Pour le monde du travail, exercer ses droits, c'est s'organiser, postuler à diriger la société

Toute l'histoire du mouvement ouvrier est celle de l'émergence et de l'évolution des organisations des travailleurs : associations de solidarité nées de la nécessité de venir en aide aux victimes de la lutte des classes ; syndicats à travers lesquels s'est structurée la riposte sur le terrain « économique » (conditions de travail, salaires, etc.) ; partis pour la transformation de la société. Cette histoire est indissociable de la lutte pour le renversement du capitalisme et pour une société socialiste, communiste.

Aujourd'hui, les obstacles à la construction d'un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes paraissent insurmontables tant les directions syndicales et les partis traditionnels du mouvement ouvrier ont discrédité, par leur intégration à la société bourgeoise, les idées et la lutte dont ils se réclament ou se sont réclamés. Tant aussi les organisations révolutionnaires éprouvent des difficultés à sortir de leur isolement.

Reconstruire un parti des travailleurs, une urgence et une possibilité

C'est que la construction d'un tel parti n'est pas une simple question de volonté, de proclamation ou autres recettes. Elle participe d'une prise de conscience collective à travers les luttes et les crises sociales et politiques.

La classe ouvrière n'a jamais été aussi forte et nombreuse. Des possibilités nouvelles existent. Elles résultent du développement même du capitalisme au cours de sa dernière phase d'expansion. Le capitalisme n'a plus les moyens d'opposer la classe ouvrière des pays riches à celle des pays pauvres comme il le fit grâce aux surprofits, produits du pillage colonial et impérialiste. A travers la concurrence mondialisée se forge une nouvelle classe ouvrière internationale amenée à prendre conscience de la dimension internationale de l'antagonisme de classe.

La diversité de ces luttes comme l'unicité de leur cause profonde constituent les bases du programme dont nous avons abordé précédemment les grandes lignes.

Elles expriment en même temps la nécessité et la possibilité de la reconstruction d'un parti des travailleurs s'inscrivant dans la continuité politique du *Manifeste communiste* de Marx et Engels, du mouvement socialiste et communiste révolutionnaire qui ne peut se penser et se réaliser qu'à travers des relations internationales.

S'organiser dans l'entreprise sur le plan syndical et politique

Les lieux de travail, les syndicats, sont les lieux privilégiés de l'intervention des militants révolutionnaires.

L'idéologie dominante, les courants réformistes politiques et syndicaux font tout pour dissocier la question sociale, la lutte syndicale, de la question politique, domaine réservé des élections et du pouvoir de l'État bourgeois. Ils voudraient, à défaut de pouvoir l'éviter, cantonner la lutte des travailleurs à la bataille pour le partage de la valeur ajoutée, salaires contre profits, faire en sorte qu'elle ne débouche pas sur la remise en cause du salariat, de la propriété privée bourgeoise.

Les directions syndicales s'en justifient au nom d'une soi-disant indépendance vis-à-vis de la politique. Mais quelle « indépendance » ? Sous les coups de l'offensive de la bourgeoisie et des gouvernements de gauche qui ont tous mené, de 1981 à 1995 et de 1997 à 2002, des politiques anti-ouvrières que les directions syndicales ont soutenues ou accompagnées, puis de la concertation des réformes anti-ouvrières avec les gouvernements -quelle que soit leur étiquette-, les syndicats ont été désertés par les salariés. Ils paient ainsi leur manque d'indépendance... vis-à-vis du patronat et de l'État, leur abdication de toute indépendance de classe.

Trotsky expliquait, en août 1940, peu de temps avant son assassinat par un sbire de Staline, dans *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, pourquoi, dans les époques de crise aiguë du capitalisme, il ne peut exister de syndicats réformistes indépendants : « *Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui [...] se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne* ».

L'évolution du capitalisme renforce le raisonnement et les conclusions formulées par Trotsky que nous faisons nôtres. Au sein des syndicats comme au sein des entreprises, nous voulons contribuer, par le débat démocratique, la solidarité, l'engagement militant, à aider les travailleurs à donner un sens politique global à leur lutte « économique », à prendre conscience que cette dernière débouche inévitablement sur la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie, à oser penser leur droit légitime à postuler, en tant que classe, à la direction de la société.

Construire un parti démocratique et révolutionnaire pour les luttes aujourd'hui, pour la conquête du pouvoir demain

Le parti prend ainsi racine, nécessairement, dans le monde du travail, au sein des entreprises, des quartiers aussi. Il répond aux aspirations des couches populaires, chômeurs, jeunes, travailleurs indépendants, animateurs de multiples associations qui organisent la solidarité sociale... Les forces vives

d'un potentiel parti révolutionnaire des travailleurs existent déjà dans les classes populaires, les militants du mouvement social et politique, révoltés, écœurés par les reniements et trahisons des partis de la gauche institutionnelle. L'expression de la nécessité d'un tel parti jaillit depuis une décennie dans de multiples régions du monde, sous des formes diverses.

Mais pour devenir conscientes des perspectives politiques qu'elles portent, ces révoltes et aspirations doivent aller jusqu'au bout de la méfiance légitime que leur inspirent les vieux partis du mouvement ouvrier et qui les conduit à l'aspiration à « *faire de la politique autrement* »...

Faire de la politique autrement, oui, mais il ne suffit pas pour cela de s'aligner sur ceux qui prétendent qu'il suffirait d'en finir avec les structures dites « partidaires », de les remplacer par des « mouvements ». La question n'est pas dans la forme, elle est « quelle politique, au service de quels intérêts sociaux ? ».

Faire de la politique autrement, c'est contester radicalement les fondements mêmes de l'ordre bourgeois, la propriété privée comme l'idéologie et la morale qui la servent. Le parti, l'organisation qu'il nous faut, c'est celle qui nous permet de mener cette politique, en toute indépendance de classe.

Cette tâche passe par un vaste travail pour construire une cohérence, une homogénéité fondées sur la compréhension de la lutte des classes comme

moteur de l'histoire, menant à un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, le socialisme, le communisme.

Ce travail est à la base de notre travail d'organisation, construire des liens d'idées à partir de perspectives communes.

L'éducation, la formation, la construction d'une conscience collective qui passe par l'étude du passé du mouvement ouvrier, des idées de l'émancipation humaine, mais aussi de la société moderne arène de nos luttes, en sont les moyens. Le parti est le cadre des discussions les plus larges et les plus ouvertes, des confrontations d'expériences, d'histoires et de parcours militants différents... dans le respect de chacun comme des divergences, soucieux de discuter en fonction des tâches et de la réalité du mouvement. La cohésion et l'unité d'intervention nécessaires aux luttes ne connaissent d'autre garantie qu'une démocratie vivante qui s'appuie, pour l'efficacité du travail collectif, sur la discipline et l'engagement de chacun, sur la conscience de classe de ses membres. Conscience qui se construit au cœur de la lutte des classes, en lien avec la pratique militante, en défendant et en faisant vivre l'actualité de la révolution à travers le débat et l'action, l'élaboration d'une politique.

Cette démocratie, ce débat nécessaire au sein du parti dans le cadre de la délimitation définie par la référence au marxisme militant, sont la condition pour créer un cadre capable de regrou-

per au sein d'une même organisation des courants révolutionnaires différents, tout-es celles et ceux, quel que soit leur passé, qui veulent préparer l'affrontement avec le patronat et le gouvernement dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. Ce regroupement serait par ailleurs un accélérateur des évolutions en cours, un encouragement pour de nombreux militants à rejoindre nos rangs, à prendre confiance en eux.

Un mouvement internationaliste et... international

Aujourd'hui, la mondialisation a créé les conditions d'une renaissance d'un internationalisme qui ne pourra se développer que contre les garants de la propriété privée bourgeoise que sont les États nationaux et les frontières, et contre l'idéologie nationaliste ou souverainiste qui les justifie. Les frontières et l'idéologie qu'elles sous-tendent sont condamnées par le développement des techniques, les aspirations des peuples, et surtout de la jeunesse qui ne peut y voir que des freins à sa révolte et à sa soif de liberté.

L'internationalisme est l'expression de cette réalité sociale, la claire conscience qu'il n'existe qu'une seule classe ouvrière, solidaire par-delà les frontières et toutes les divisions, porteuse d'un même avenir pour l'humanité.

Il s'exprime concrètement dans la nécessité d'une nouvelle internationale dans la continuité de l'histoire du mouvement socialiste et communiste.

Les chemins de la transformation révolutionnaire de la société

Malgré le poids des menaces répressives, de l'idéologie et de la propagande officielles, les manifestations du monde du travail en révolte contre les conditions de vie qui lui sont faites montent de toute part à travers des luttes dispersées mais innombrables des travailleurs, des chômeurs, des femmes, des jeunes, ou encore des peuples.

Une aspiration irrésistible à l'égalité sociale, économique, à la démocratie, à la paix s'exprime plus ou moins confusément. Les changements politiques que cela exige ne peuvent en aucune façon se concrétiser à travers les « solutions » des organisations qui, comme ici La France insoumise, se présentent aujourd'hui comme un « nouveau réformisme » mais ne proposent en réalité, sur la base de l'effondrement des vieux partis issus du mouvement ouvrier, le Parti socialiste et le Parti communiste, que des politiques populistes qui abandonnent le terrain et la filiation de classe et enferment les aspirations des masses exploitées dans l'impasse institutionnelle nationale.

A l'opposé, la réponse est contenue dans les luttes mêmes des classes exploitées qui expriment leurs besoins et portent en elles le programme qui peut mettre fin aux lois du marché et de la concurrence, à la propriété privée.

Le besoin de s'organiser comme les idées et le programme qui soudent l'union des travailleurs naissent de l'affrontement de classe quotidien. Ils ne sont ni une utopie ni un programme électoral mais l'expression radicale des besoins des exploités qui ne peuvent se satisfaire qu'en émancipant l'ensemble de la société de la propriété privée capitaliste.

Les chemins et les rythmes que prendront les transformations engagées avant d'aboutir à la prise de conscience qu'il n'y a pas d'autre issue que l'action collective pour conquérir la démocratie, le pouvoir afin d'exproprier les expropriateurs, seront nécessairement

longs et multiples. La transformation de la société est l'œuvre de l'action consciente de millions de femmes et d'hommes, cela ne se décrète pas ni ne se décide par en haut. La révolution n'est un événement ni prévisible ni spontané, elle est un processus qui se nourrit des multiples interactions entre les luttes économiques, sociales, politiques.

Le parti que nous voulons construire se veut l'expression organisée consciente de ce processus.

Une démocratie révolutionnaire en rupture avec les cadres institutionnels

Si les chemins de la révolution ne peuvent ignorer les cadres institutionnels, politiques ou syndicaux, ils ne peuvent que les subvertir, les bousculer, les renverser pour instaurer leurs propres organes de pouvoir, une démocratie révolutionnaire, c'est-à-dire l'intervention directe des masses sur le terrain où se décide leur propre sort en toute indépendance des institutions.

Les cadres institutionnels à travers lesquels s'exerce le pouvoir de la bourgeoisie tentent de cantonner la révolte sociale à une simple « résistance ». S'affronter à la politique des classes dominantes et du gouvernement, c'est contester la légitimité du pouvoir politique et de ses règles, en rupture avec les délégations de pouvoir qui caractérisent le fonctionnement de la « démocratie » bourgeoise.

Le mensonge républicain véhiculé par la droite, la gauche ou les courants populistes présente l'État comme neutre, au-dessus des classes. C'est un leurre. L'État est une machine administrative, policière, militaire vouée à la défense des intérêts des classes dominantes, à leur service depuis toujours.

Contrairement à ce que prétendent les nouveaux courants politiques qui voudraient refonder la gauche effondrée, la « révolution citoyenne » est un mythe. Elle vise à contenir la contesta-

tion et la révolte dans le cadre du système, de ses institutions que le développement du capitalisme financier a vidé de tout contenu démocratique.

Les travailleurs, les classes populaires doivent se donner leurs propres instruments politiques tant pour diriger, organiser leurs luttes aujourd'hui que pour conquérir et exercer le pouvoir demain, construire sur les ruines de l'État de la bourgeoisie leur propre État démocratique, instrument du pouvoir des classes exploitées pour changer le monde et destiné à disparaître pour laisser la place à une société sans classe, débarrassée de toutes formes d'oppression.

Cela commence au quotidien, dans les luttes sociales, par la remise en cause du monopole qu'exercent les structures syndicales « officielles », leur prétention à être les seuls représentants des travailleurs et uniques interlocuteurs du patronat et de l'État. Mener un mouvement social, une grève, partielle ou générale, est l'affaire des grévistes eux-mêmes. Cela passe par la mise en place, pour organiser et diriger ces luttes démocratiquement, de comités de grève élus par l'ensemble des grévistes et par imposer au patronat de discuter directement avec les délégués élus des grévistes et non avec les représentants des structures syndicales.

Les différents mouvements qui se sont succédé depuis 2016, la grève des cheminots, sont la démonstration de la nécessité pour les travailleurs de prendre en main la direction de leur lutte pour ne pas laisser les directions confédérales les tromper, jouant leur rôle de pompier au service des intérêts de la bourgeoisie. Bien des travailleurs, des militants du rang, en ont conscience, et c'est sur cela que les militants révolutionnaires peuvent s'appuyer pour défendre une autre perspective, la mise en place d'une organisation des luttes réellement démocratique, comités de grève, coordinations locales, nationales, composés de représentants élus par les grévistes et leur rendant

directement des comptes. Élus qu'il faudra imposer aux directions syndicales comme au patronat et aux pouvoirs publics comme seuls porte-parole reconnus des travailleurs en lutte.

S'organiser, c'est ainsi bien plus que se regrouper pour défendre ses droits d'exploités. C'est contester, refuser l'exploitation, affirmer ses droits pleins et entiers non pas de simple citoyen mais d'être humain qui lutte pour vivre dignement, être un acteur de sa propre émancipation sociale indissociable de celle de ses frères et sœurs de classe, quelle que soit leur origine. C'est mettre en œuvre une autre démocratie, directe, émanant des nécessités de la lutte, à travers laquelle la classe des producteurs, des exclus et des défavorisés, affirme son droit à diriger la société, s'érige elle-même en classe dominante.

La transformation de la société sera nécessairement démocratique et révolutionnaire au sens où elle sera l'œuvre de la grande majorité de la population prenant son sort en main en rompant avec les instruments de pouvoir des vieilles classes dominantes pour leur substituer ses propres organes de pouvoir, assemblées ou conseils ouvriers et populaires, les fédérer entre eux pour construire son propre Etat destiné à disparaître quand, écrivait Engels, le gouvernement des hommes cédera la place à l'administration des choses...

Les révolutions du passé nous offrent une anticipation de ce que pourra être l'irruption des masses dans le siècle à venir, mais nul doute que la révolution à venir libérera une énergie, une créativité dont nous avons bien du mal à imaginer les effets.

« La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIX^e siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase. » Marx, Le 18 brumaire de Napoléon Bonaparte, 1851.

Des propos d'une actualité toute révolutionnaire...



Tunisie, 2011



Democratie révolutionnaire
Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Le courant Démocratie révolutionnaire du NPA publie une lettre électronique hebdomadaire.

Pour la recevoir, rendez-vous sur le site **www.npa-dr.org**

Courriel : contact@npa-dr.org

Lisez la presse anticapitaliste !



l'hebdomadaire du NPA



la revue mensuelle du NPA

Pour s'abonner : <https://npa2009/abonnement>

Participation aux frais d'édition : 2 euros

Imprimé par Copy Média - Parc d'activité du Courneau - 23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN